

Barack Obama, président des drones

LE MONDE GEO ET POLITIQUE - 18.06.2013

Par Philippe Bernard (Le monde)

De même que George W. Bush restera dans l'histoire comme le " président des guerres " de l'après-11-Septembre en Afghanistan et en Irak, Barack Obama pourrait passer à la postérité comme le " président des drones ", autrement dit le chef d'une guerre secrète, menée avec des armes que les Etats-Unis sont, parmi les grandes puissances, les seuls à posséder.

Rarement moment politique et innovation technologique auront si parfaitement correspondu : lorsque le président démocrate est élu en 2008 par des Américains las des conflits, il dispose d'un moyen tout neuf pour poursuivre, dans la plus grande discrétion, la lutte contre les "ennemis de l'Amérique" sans risquer la vie de citoyens de son pays : les drones.

L'utilisation militaire d'engins volants téléguidés par les Américains n'est pas nouvelle : pendant la guerre du Vietnam, des drones de reconnaissance avaient patrouillé. Mais l'armement de ces avions sans pilote à partir de 2001 en Afghanistan marque un changement d'époque. Au point que le tout premier Predator armé à avoir frappé des cibles après les attaques du 11-Septembre, immatriculé 3034, a aujourd'hui les honneurs du Musée de l'air et de l'espace, à Washington. Leur montée en puissance aura été fulgurante : alors que le Pentagone ne disposait que de 50 drones au début des années 2000, il en possède aujourd'hui près de 7 500. Dans l'US Air Force, un aéronef sur trois est sans pilote.

George W. Bush, artisan d'un large déploiement sur le terrain, utilisera modérément ces nouveaux engins létaux. Barack Obama y recourra six fois plus souvent pendant son seul premier mandat que son prédécesseur pendant les deux siens. M. Obama, qui, en recevant le prix Nobel de la paix en décembre 2009, revendiquait une Amérique au "*comportement exemplaire dans la conduite de la guerre*", banalisera la pratique des "assassinats ciblés", parfois fondés sur de simples présomptions et décidés par lui-même dans un secret absolu.

LES FRAPPES OPÉRÉES PAR LA CIA SONT "COVERT"

Tandis que les militaires guident les drones dans l'Afghanistan en guerre, c'est jusqu'à présent la très opaque CIA qui opère partout ailleurs (au Yémen, au Pakistan, en Somalie, en Libye). C'est au Yémen en 2002 que la campagne d'"assassinats ciblés" a débuté. Le Pakistan suit dès 2004. Barack Obama y multiplie les frappes. Certaines missions, menées à l'insu des autorités pakistanaises, soulèvent de lourdes questions de souveraineté. D'autres, les

goodwill kills ("homicides de bonne volonté"), le sont avec l'accord du gouvernement local. Tandis que les frappes de drones militaires sont simplement "secrètes", celles opérées par la CIA sont "*covert*", ce qui signifie que les Etats-Unis n'en reconnaissent même pas l'existence.

Dans ce contexte, établir des statistiques est difficile. Selon le Bureau of Investigative Journalism, une ONG britannique, les attaques au Pakistan ont fait entre 2 548 et 3 549 victimes, dont 411 à 884 sont des civils, et 168 à 197 des enfants. En termes statistiques, la campagne de drones est un succès : les Etats-Unis revendiquent l'élimination de plus d'une cinquantaine de hauts responsables d'Al-Qaida et de talibans. D'où la nette diminution du nombre de cibles potentielles et du rythme des frappes, passées de 128 en 2010 (une tous les trois jours) à 48 en 2012 au Pakistan.

Car le secret total et son cortège de dénégations ne pouvaient durer éternellement. En mai 2012, le *New York Times* a révélé l'implication personnelle de M. Obama dans la confection des *kill lists*. Après une décennie de silence et de mensonges officiels, la réalité a dû être admise. En particulier au début de l'année, lorsque le débat public s'est focalisé sur l'autorisation, donnée par le ministre de la justice, Eric Holder, d'éliminer un citoyen américain responsable de la branche yéménite d'Al-Qaida. L'imam Anouar Al-Aulaqi avait été abattu le 30 septembre 2011 au Yémen par un drone de la CIA lancé depuis l'Arabie saoudite. Le droit de tuer un concitoyen a nourri une intense controverse. D'autant que la même opération avait causé des "dégâts collatéraux" : Samir Khan, responsable du magazine jihadiste *Inspire*, et Abdulrahman, 16 ans, fils d'Al-Aulaqi, tous deux américains et ne figurant ni l'un ni l'autre sur la *kill list*, ont trouvé la mort. Aux yeux des opposants, l'adolescent personnifie désormais l'arbitraire de la guerre des drones.

La révélation par la presse des contorsions juridiques imaginées par les conseillers du président pour justifier a posteriori l'assassinat d'un Américain n'a fait qu'alimenter les revendications de transparence. La fronde s'est concrétisée par le blocage au Sénat, plusieurs semaines durant, de la nomination à la tête de la CIA de John Brennan, auparavant grand ordonnateur à la Maison Blanche de la politique d'assassinats ciblés. Une orientation pourfendue, presque treize heures durant, le 6 mars, par le spectaculaire discours du sénateur libertarien Rand Paul.

UN IMPORTANT DISCOURS SUR LA "GUERRE JUSTE"

Très attendu, le grand exercice de clarification a eu lieu le 23 mai devant la National Defense University de Washington. Barack Obama y a prononcé un important discours sur la "*guerre juste*", affichant enfin une doctrine en matière d'usage des drones. Il était temps : plusieurs organisations de défense des libertés publiques avaient réclamé en justice la communication des documents justifiant les assassinats ciblés.

Une directive présidentielle, signée la veille, précise les critères de recours aux frappes à visée mortelle : une *"menace continue et imminente contre la population des Etats-Unis"*, le fait qu'*"aucun autre gouvernement ne soit en mesure d'y répondre ou ne la prenne en compte effectivement"* et une *"quasi-certitude"* qu'il n'y aura pas de victimes civiles. Pour la première fois, Barack Obama a reconnu l'existence des assassinats ciblés, y compris ceux ayant visé des Américains, assurant que ces morts le *"hanteraient"* toute sa vie. Le président a annoncé que les militaires, plutôt que la CIA, auraient désormais la main. Il a aussi repris l'idée de créer une instance judiciaire ou administrative de contrôle des frappes. Mais il a renvoyé au Congrès la mission, incertaine, de créer cette institution. Le président, tout en reconnaissant que l'usage des drones pose de *"profondes questions"* - de *"légalité"*, de *"morale"*, de *"responsabilité"*, sans compter *"le risque de créer de nouveaux ennemis"* -, l'a justifié par son efficacité : *"Ces frappes ont sauvé des vies."*

Six jours après ce discours, l'assassinat par un drone de Wali ur-Rehman, le numéro deux des talibans pakistanais, en a montré les limites. Ce leader visait plutôt le Pakistan que *"la population des Etats-Unis"*. Tout porte donc à croire que les critères limitatifs énoncés par Barack Obama ne s'appliquent pas au Pakistan, du moins aussi longtemps qu'il restera des troupes américaines dans l'Afghanistan voisin. Et que les *"Signature strikes"*, ces frappes visant des groupes d'hommes armés non identifiés mais présumés extrémistes, seront poursuivies.

Les drones n'ont donc pas fini de mettre en lumière les contradictions de Barack Obama : président antiguerre, champion de la transparence, de la légalité et de la main tendue à l'islam, il a multiplié dans l'ombre les assassinats ciblés, provoquant la colère de musulmans.

Or les drones armés, s'ils s'avèrent terriblement efficaces pour éliminer de véritables auteurs de terreur et, parfois, pour tuer des innocents, le sont nettement moins pour traiter les racines des violences antiaméricaines. Leur usage opaque apparaît comme un précédent encourageant pour les Etats (tels la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan ou l'Iran) qui vont acquérir ces matériels dans l'avenir. En paraissant considérer les aéronefs pilotés à distance comme l'arme fatale indispensable, le "président des drones" aura enclenché l'engrenage de ce futur incertain.